



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°12 – 8 décembre 2021

SOMMAIRE

FAIT MARQUANT

- Report de la mise en place des formalités à l'importation au Royaume-Uni

ROYAUME-UNI

- Plusieurs foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dénombrés au Royaume-Uni
- Le gouvernement annonce un programme de subventions pour rendre l'agriculture britannique plus performante.
- Le gouvernement tente de faire face au manque de main d'œuvre dans le secteur porcin.
- La Food and Drink Federation (FDF) publie un guide pour aider les entreprises agroalimentaires à atteindre l'objectif Net Zero.
- Une pétition demande aux supermarchés de cesser d'importer des œufs et de privilégier la production nationale
- Pêche - Obligation de notifications des captures accidentelles de mammifères marins à partir du 30 novembre 2021
- Selon une nouvelle étude, la moitié des consommateurs ne sont pas prêts à payer plus cher pour des produits plus durables.

IRLANDE

- Le virus de la grippe aviaire hautement pathogène (H5N1) a été détecté dans des élevages de dindes et poulets du comté de Monaghan les 20 et 24 novembre.
- Face à la montée des coûts des intrants, les agriculteurs risquent de voir leurs bénéfices fortement diminués.
- La pénurie de travailleurs dans le secteur de la viande en Irlande continue.
- La génération d'électricité pourrait constituer un complément de revenu pour les agriculteurs irlandais.

- Les principales entreprises agro-alimentaires irlandaises bénéficieront d'une aide de 70 millions d'euros pour pallier les conséquences du Brexit.
- Un projet pilote soutenu par le ministère de l'Agriculture, en association avec le distributeur FoodCloud, explorera le potentiel de la redistribution des excédents alimentaires afin de réduire le gaspillage.

PAYS-BAS

- L'épidémie de grippe aviaire hautement pathogène continue.
- L'augmentation du prix de l'énergie affectera la production de tomates et de concombre.
- Le projet de recherche BioDiverseMelk s'intéresse à l'effet des prairies sur les émissions de méthane et d'azote et sur la composition du lait.
- Un projet de 2 ans et d'un budget de 200 000 euros, "Powering Agrifood", est mené par l'Université de Groningen sur la micro-génération d'énergie dans le secteur agro-alimentaire.
- En 2020, le secteur de l'agro-alimentaire représentait une part importante des exportations des Pays-Bas.

Fait marquant

Report de la mise en place des formalités à l'importation au Royaume-Uni

A l'occasion de l'actualisation du « Border Operating Model » le 18 novembre 2021, les autorités britanniques ont annoncé un nouveau calendrier relatif à l'introduction des processus de contrôle SPS aux frontières en Grande-Bretagne.

Les exigences relatives à la prénotification des marchandises sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont maintenues au 1^{er} janvier 2022.

Toutefois, le rétablissement des exigences de certification est désormais échelonné :

A partir du 1^{er} juillet 2022

Des certificats seront exigés et des contrôles d'identité et physiques seront réalisés pour :

- tous les sous-produits animaux réglementés,
- tous les végétaux et produits végétaux réglementés,
- toutes les viandes et produits à base de viande,
- toutes les autres denrées alimentaires à haut risque qui ne sont pas d'origine animale.

Les contrôles physiques des végétaux et produits végétaux hautement prioritaires ainsi que des animaux vivants se feront dans les postes contrôles frontaliers (ils sont réalisés à destination depuis le 1^{er} janvier 2021).

À partir du 1^{er} septembre 2022

Des certificats seront exigés et des contrôles d'identité et physiques seront réalisés pour les produits laitiers.

À partir du 1^{er} novembre 2022

Des certificats seront exigés et des contrôles d'identité et physiques seront réalisés pour tous les autres produits d'origine animale, y compris les produits composés et les produits à base de poisson.

ROYAUME-UNI

Plusieurs foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dénombrés au Royaume-Uni

Plus d'une dizaine de foyers d'influenza aviaire H5N1 sur des volailles, majoritairement en Angleterre mais aussi au Pays de Galles et en Écosse, sont dénombrés.

La carte des différents foyers est disponible [ici](#). En raison d'un cas détecté en République d'Irlande, toute l'Irlande du Nord a été placée en zone de prévention IA.

Le gouvernement annonce un programme de subventions pour rendre l'agriculture britannique plus performante.

Le [gouvernement britannique](#) a dévoilé un nouveau fonds de 27 M£, qui permettra aux agriculteurs d'accroître leur productivité et rendre leurs activités plus durables. Le ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (DEFRA) a ainsi confirmé le 16 novembre la création de deux fonds, le *Farming*

Equipment and Technology Fund, visant à fournir des subventions aux agriculteurs destinées à l'acquisition de certains équipements, et le *Farming Transformation Fund*, qui permettra le financement de transformations plus approfondies, notamment en ce qui concerne [la gestion des eaux](#) dans une exploitation.

Le gouvernement tente de faire face au manque de main d'œuvre dans le secteur porcin.

L'*Agriculture and Horticulture Development Board* a développé une usine dédiée à l'abattage et à l'équarrissage en dehors de l'exploitation, comme solution de secours pour aider les producteurs confrontés à une accumulation de porcs en élevage compte tenu notamment des pénuries de main d'œuvre. L'usine pourra traiter entre 2 000 et 3 000 porcs adultes par semaine. Par ailleurs, la taxe sur l'abattage des porcs est suspendue pour le mois de novembre.

Les transformateurs de viande porcine d'Écosse vont également bénéficier de l'introduction d'un certain nombre de mesures : un régime d'aide au stockage privé et un soutien financier accru aux abattoirs.

La Food and Drink Federation (FDF) publie un guide pour aider les entreprises agroalimentaires à atteindre l'objectif Net Zero.

La FDF a élaboré une [feuille de route](#) à l'intention des parties prenantes du secteur et des décideurs politiques, qui décrit la manière dont le secteur de l'alimentation et des boissons contribue à la réalisation du Net Zero. Elle est accompagnée d'un guide *Achieving Net Zero*, qui fournit des conseils pratiques à tous les fabricants de produits alimentaires et de boissons pour guider les opérateurs dans les actions à entreprendre pour réduire les émissions de carbone.

Une pétition demande aux supermarchés de cesser d'importer des œufs et de privilégier la production nationale

Plus de 35 000 personnes ont signé une [pétition](#) demandant aux supermarchés de cesser d'importer des œufs destinés à être utilisés dans des produits britanniques, selon l'association *British Lion Egg Processors*.

Pêche - Obligation de notifications des captures accidentelles de mammifères marins à partir du 30 novembre 2021

Le 5 novembre, le DEFRA a annoncé une [nouvelle obligation](#) de notifier les prises accessoires de mammifères marins, qui entrera en vigueur le 30 novembre. Cette obligation est intégrée aux conditions des licences de pêche. Les données collectées doivent servir à surveiller les prises

accessoires et identifier les solutions possibles pour les réduire voire les éliminer.

Selon une nouvelle étude, la moitié des consommateurs ne sont pas prêts à payer plus cher pour des produits plus durables.

L'enquête, menée par Asda (supermarché britannique) en amont de la COP26 à Glasgow, a révélé que 50 % des consommateurs ne seraient pas prêts à payer plus cher pour des produits quotidiens plus écologiques tels que le lait et le pain.

Alors que 55 % d'entre eux se disent prêts à modifier leur mode de vie pour réduire leur empreinte carbone, le prix reste le principal obstacle à des choix plus écologiques dans les supermarchés, selon le sondage réalisé par Asda auprès de 3 000 consommateurs.

À la question de savoir ce qui les aiderait à faire des achats plus durables, 45 % ont répondu les logos mettant en avant des choix plus écologiques, 56 % un choix plus large et 76 % des prix plus bas.

IRLANDE

Le virus de la grippe aviaire hautement pathogène (H5N1) a été détecté dans des élevages de dindes et poulets du comté de Monaghan les 20 et 24 novembre.

Ce sont les premiers cas de grippe aviaire détecté en élevage en Irlande. Auparavant, des cas isolés de grippe aviaire avaient été détectés dans le pays sur des oiseaux sauvages depuis le début du mois de novembre, et le ministère de l'Agriculture avait annoncé l'application de mesures sanitaires de prévention le 17 novembre.

Pour suivre l'évolution de l'épidémie: gov.ie - [Avian influenza - Bird Flu \(www.gov.ie\)](http://www.gov.ie)

Face à la montée des coûts des intrants, les agriculteurs risquent de voir leurs bénéfices fortement diminués.

Selon une enquête de *The Farming Independent* auprès des syndicats agricoles, l'impact sur les revenus pourraient aller de 6 500 € à 9 400 € dans les exploitations allaitantes et 12 500 € dans les exploitations laitières, soit une augmentation de 8,5 % des frais généraux. Concernant plus spécifiquement les engrais, les chaînes d'approvisionnement sont fortement perturbées et il devient difficile pour les importateurs de s'approvisionner ou même d'expédier les stocks contractés. Les prix atteignent actuellement 650€/t pour la CAN et entre 850 et 900€/t pour l'urée. Certaines coopératives rationnent leurs

stocks en n'en vendant que de petites quantités aux agriculteurs.

La pénurie de travailleurs dans le secteur de la viande en Irlande continue.

Meat Industry Ireland estime que les usines nécessiteraient 2000 travailleurs de plus. Le gouvernement s'est engagé à délivrer des permis supplémentaires pour les travailleurs étrangers hors UE, mais la situation ne devrait pas être réglée avant janvier.

La génération d'électricité pourrait constituer un complément de revenu pour les agriculteurs irlandais.

EirGrid (opérateur électrique public irlandais) a déclaré qu'il prévoyait de produire 500 MW d'électricité à partir de la micro génération d'ici 2030. Les syndicats agricoles irlandais demandent à ce qu'un accord soit instauré avec les agriculteurs, pour les dédommager des coûts engendrés par l'installation des infrastructures et proposent notamment que l'ESB (opérateur chargé de la production d'électricité en Irlande) reconvertisse ses centrales thermiques alimentées à la tourbe en biodigesteurs.

À l'heure actuelle, l'adaptation des technologies pour la génération d'énergie renouvelable au niveau des exploitations agricoles en Irlande est bien inférieure à la moyenne européenne. En 2018, l'Irlande est classée 23e sur les 27 pays de l'UE pour l'énergie renouvelable issue de l'agriculture, produisant seulement 2,6 % contre une moyenne de 12,1 % pour l'UE. La micro génération d'électricité pourrait permettre aux

agriculteurs de diversifier leurs revenus, un objectif qui avait été énoncé par le ministre de l'Agriculture, et intégré notamment dans le Plan d'Action Climat.

récupération des produits qui, autrement, pourraient ne pas être récoltés.

Les principales entreprises agro-alimentaires irlandaises bénéficieront d'une aide de 70 millions d'euros pour pallier les conséquences du Brexit.

Le gouvernement a confirmé les détails de 22 projets dans les secteurs de la viande et des produits laitiers qui recevront un financement pour leur permettre de se développer et de se diversifier, suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le programme d'investissement totalise 70 M€, et bénéficiera notamment à de grandes entreprises comme Dairygold Co-Operative Society Ltd, Dawn Meats, Glanbia, Kepak et Liffey Meats.

Un projet pilote soutenu par le ministère de l'Agriculture, en association avec le distributeur FoodCloud, explorera le potentiel de la redistribution des excédents alimentaires afin de réduire le gaspillage.

Le projet est mené par des chercheurs du groupe de recherche sur la bioéconomie circulaire de l'université technologique de Munster, dans le Kerry, et bénéficie du soutien du ministère de l'Agriculture. 15% de la nourriture serait en effet gaspillée pendant la récolte au niveau des exploitations, et le gouvernement souhaite réduire ce chiffre en incitant les agriculteurs à participer au projet. Ces derniers seront remboursés de tous les coûts liés à la

PAYS-BAS

L'épidémie de grippe aviaire hautement pathogène continue.

Depuis le premier cas détecté le 26 octobre à Zeewold dans un élevage de poules, d'autres cas ont été reportés dans les localités de Groningue, Assendelft, Grootchermer, Lutjegast, Tzum et dernièrement à Vinkeveen dans un élevage de 10 000 poules pondeuses le 21 novembre.

La liste des élevages touchés est disponible ici : [Bird flu in the Netherlands 2021 | Nvwa](#)

L'augmentation du prix de l'énergie affectera la production de tomates et de concombre.

Dans une enquête menée auprès des membres de l'association des producteurs d'Oxin, la moitié des producteurs de tomates et de concombres qui utilisent habituellement l'éclairage déclare ne plus le faire en raison du prix élevé de l'énergie. De nombreux producteurs prévoient également de retarder la date de plantation de la nouvelle récolte à la mi-janvier, ou bien de réduire leurs heures d'éclairage. Cette situation devrait avoir des conséquences sur l'offre l'année prochaine.

Le projet de recherche BioDiverseMelk s'intéresse à l'effet des prairies sur les émissions de méthane et d'azote et sur la composition du lait.

Le projet est une collaboration avec Dairy Campus, FrieslandCampina, Limagrain et plusieurs autres partenaires de la filière laitière. Les prairies multi-espèces sont non seulement favorables au développement de la biodiversité, mais contribuent également à une meilleure qualité des sols, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à un meilleur apport en protéines et en azote et à la santé des animaux. Les porteurs du projet considèrent qu'à l'heure actuelle, une application plus large des herbages dans le secteur de l'élevage laitier est entravée par un manque de connaissances sur leur utilisation.

Ce programme dresse un inventaire de la composition des prairies riches en herbes dans différentes exploitations, en effectuant des mesures d'émissions, et des analyses de lait.

Un projet de 2 ans et d'un budget de 200 000 euros, "Powering Agrifood", est mené par l'Université de Groningen sur la micro-génération d'énergie dans le secteur agro-alimentaire.

Le projet de recherche examine comment les agriculteurs, les coopératives et les entreprises de transformation peuvent avoir un impact sur les systèmes énergétiques locaux ou régionaux. D'autre part, des recherches sont menées sur l'utilisation éventuelle de techniques énergétiques innovantes dans les processus de production. À l'abbaye de Koningshoeven où de la bière est produite par exemple, une pile à combustible fonctionnant au biogaz est déployée. Le projet est financé à la fois par l'industrie et la recherche publique.

Plus de détails ici: [Economic importance of domestic exports has declined \(cbs.nl\)](https://www.cbs.nl/en-gb/012-2018004)

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédacteurs :

Julie Poirot, Héloïse Pestel, avec l'appui des services économique de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr